

Le Rhône – Les « ECOLOS »

Dans le delta, retourner à la « nature » ou la dominer comme les anciens ?

Les noms d'oiseaux ont fusé ces six dernières années, en Camargue. Une tension sourde, qui explosait en réunion publique. Ce 3 octobre 2019, par exemple, une soixantaine d'habitants ont fait irruption dans la salle polyvalente du village de Salin-de-Giraud, à l'extrême sud du delta, brandissant une banderole « *Ecolos, escrocs* ». Le Conservatoire du littoral organisait un séminaire sur ses dix ans de gestion un peu particulière des 6 500 hectares de zones humides autour de l'étang du Fangassier. Plutôt que de reconstruire la digue à grand renfort de génie civil, il a été décidé de laisser la mer recréer, elle-même, son système dunaire. Cette solution « *fondée sur la nature* » est moins coûteuse et prometteuse, assurent-ils. Mais sur un territoire qui, depuis l'endiguement du Rhône, s'est construit sur le mythe de domination de la nature, l'idée passe mal.

« Pour les Camarguais, laisser partir une digue et laisser entrer la mer est une hérésie. Par principe, dans le delta, on se bat. Notre approche revenait, pour eux, à nier les efforts des ancêtres », décrypte Jean Jalbert, directeur général de la Tour du Valat, un institut de référence dans la préservation de ces espaces. *« Ce qui nous différencie d'eux, c'est que pour eux, dans biodiversité, il y a les civelles, les sternes, les mouettes rieuses, mais pas Homo sapiens. Pour nous, l'homme fait aussi partie de tout ça »,* répond Michel Simiacos, président de l'Association protection Salin Camargue. *« Leur stratégie de ne pas laisser l'humain se défendre est une catastrophe écologique »,* ajoute Marc Bermond, fils d'éleveur de porcs et riziculteur à Saint-Gilles (Gard).

Le différend oppose une partie du monde agricole aux chercheurs. Des extraits du dernier livre de la géographe Sylvie Brunel, *Nourrir. Cessons de maltraiter ceux qui nous font vivre* (Buchet-Chastel, 336 pages, 21,50 euros), traînaient d'ailleurs, ce printemps, sur des tables de ferme. [L'universitaire aux positions très controversées sur le climat](#) y fustige ce « *courant punitif [dans l'écologie] qui déteste l'humanité* » et « *cette dramatique démission* » « *face à la montée de la mer, à rebours de siècles de lutte, de polders, de digues* ». « *On est dans un jeu de postures caricaturales : les acteurs identitaires, qui travaillent et suent, et les "écolos", surplombants, hautains, intellos* », déplore le directeur de la Tour du Valat.

Tensions et peurs

C'est le rachat par le Conservatoire du littoral de ces 6 500 hectares à la Compagnie des Salins du Midi, à la fin des années 2000, qui est à l'origine des tensions. La dénonciation par la société Arkema de son contrat annuel de 300 000 tonnes avec les Salins du Midi plonge alors ces derniers dans un abîme dont ils peinent à sortir. Un fonds de pension sauve l'outil, mais licencie massivement. Sur les 150 employés, cent doivent partir. Une petite moitié des terres, de part et d'autre de la digue à la mer, sont vendues. Le conservatoire, donc l'Etat, les rachète pour 60 millions d'euros. Et, très vite, estime qu'il n'est pas raisonnable d'acheminer d'énormes rochers pour restaurer un ouvrage « *qui n'était pas entretenu depuis plusieurs années* », et derrière lequel s'étendent des marais.

Des discussions s'engagent. Les scientifiques proposent de laisser cette partie du delta évoluer librement et de retrouver un lien plus organique avec le fleuve et la mer. Jean Jalbert y voit l'occasion d'« *une nouvelle histoire à écrire, (...) celle de l'adaptation et de la résilience. Certes, constate-t-il, il y a une part de renoncement, mais je suis convaincu que ça n'est pas possible de continuer à vivre le récit de la conquête et de la maîtrise.* »

La presse s'en fait écho. Mais les titres sur « *la nature [qui] reprend ses droits* » renforcent les peurs. En 2016, une succession de printemps très secs met tout le monde à cran. Les remontées de sel menacent les cultures. Le parc régional, censé servir d'arène de discussion, mais longtemps présidé par le maire climatosceptique des Saintes-Maries-de-la-Mer Roland Chassain (Les Républicains, mort en 2021), est inopérant. La brouille entre le maire d'Arles Patrick de Carolis (Horizons), son successeur au parc, et Renaud Muselier (Renaissance), nouveau président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, n'arrange rien.

Puisque personne ne se lance, la Tour du Valat décide de mettre le sujet de l'adaptation dans le débat public. A Arles ou à Nîmes, avec un public plutôt d'urbains, ou de villageois qui ne sont pas directement confrontés aux enjeux, les réunions se passent bien. Au cœur de la Camargue, les échanges sont plus rugueux. « *Seuls avec nous, les maires comprennent. Mais en public, ils minorent la réalité, et, au plus fort des tensions, aucun n'a modéré* », se rappelle Jean Jalbert.

Ateliers de médiation

« *On donne toujours le dernier mot au directeur de la Tour du Valat. Nous, on est relégués au rôle de vilain petit canard. Ils ont de très bons scientifiques, mais après, on fait ce qu'on veut des analyses. Est-ce qu'on laisse tomber tous les acquis des anciens ? On a toujours réussi à combattre. Le problème, c'est qu'ils n'ont aucune considération pour les acteurs du territoire et les connaissances vernaculaires* », pose Isabelle Hénault, experte qualifiée pour la mairie des Saintes-Maries-de-la-Mer sur la question de l'eau, et ancienne pêcheuse professionnelle sur l'étang de Vaccarès.

Depuis peu, les esprits s'apaisent. Trois ateliers de médiation ont été organisés. Chacun a pu témoigner de son vécu, partager son savoir. La Tour du Valat se montre plus discrète dans les médias, et a cessé les réunions publiques. Les discussions avec les riziculteurs, les élus, les chasseurs se font en bilatéral, comme on dit en diplomatie. « *Après les élections, un maire qui a longtemps refusé de me parler m'a ouvert la porte. Il ne s'est toujours pas affiché publiquement avec moi, mais on va parler. Avant, m'a-t-il dit, c'était un choix tactique parce qu'il voulait éviter un vote vers les extrêmes* », raconte Jean Jalbert. « *Je ne vous aurais pas dit ça, il y a six ans, mais on n'est pas loin d'arriver à tous se mettre autour de la table* », reconnaît Marc Bermond.

Et cela tombe bien, car le nouveau directeur du parc naturel régional, Christophe Fontfreyde, tout juste arrivé de Mayotte, va les prendre au mot : il a une charte à réécrire. Le processus prendra deux à trois ans, « *risque de réveiller des blessures* », mais « *les habitants ont beaucoup de choses à dire* », assure-t-il. En juin, il doit former le conseil consultatif avant de commencer sa tournée des villages.